

Après l'horreur...

L'année se terminera-t-elle comme elle a commencé ? En catastrophe...

Depuis le 13 novembre, tous les citoyens sont sous le choc d'un massacre inimaginable. Solidaires Finances Publiques 77 exprime sa sidération, sa tristesse et sa solidarité à toutes les victimes et leurs proches. Au-delà des attentats en France qui ont choqué l'ensemble du monde occidental, Solidaires Finances Publiques 77 exprime tout autant sa solidarité avec les victimes et proches des attentats qui ont secoué le Mali, la Tunisie, l'Iran et avec tous ceux qui tombent sous les balles en Syrie...

Solidaires Finances Publiques ne le redira jamais assez : il a toujours agi et combattu avec ses moyens pour la tolérance et la liberté de chacun comme la liberté d'expression ou la liberté confessionnelle. Que l'on soit athée, musulman, juif, chrétien, Etc, cette diversité, y compris culturelle constitue une richesse et doit témoigner du « bien vivre ensemble » ici et ailleurs.

Il exprime également sa gratitude envers l'ensemble des services publics mobilisés, en particulier des services de l'État souvent décriés et vus comme un coût. Pour Solidaires Finances Publiques, au-delà de l'application des règles de droits, les fonctionnaires assurent également un rôle de cohésion sociale absolument indispensable. Dans ce cadre, le rôle de la DGFIP est à souligner tant par la lutte qu'elle mène contre les financements illégaux que par la cohésion sociale qu'elle apporte avec son réseau de proximité. L'actualité nous rappelle malheureusement ces manques et le gouvernement ne semble pas disposer à les combler.

Avec cette triste actualité, la mobilisation prévue le 18 novembre semblait en réel décalage avec l'état d'esprit des citoyens dont les agents des Finances Publiques. Les organisations syndicales nationales ont décidé de son report car les légitimes revendications des agents demeurent.

D'ailleurs, malgré cette période troublante, le Directeur Général continue, comme si de rien n'était. C'est du moins ce qu'il a signifié aux syndicats le 26 novembre après que le Ministre lui ait demandé d' « assouplir sa position ». **D'assouplissement, QUE NENNI !!!**

- Il maintient sa déréglementation touchant les règles d'affectation en essayant de faire passer cette « évolution » comme un progrès pour les agents (message ULYSSE du 27 novembre). **Un vrai Foutage de G...**

- Il est disposé à verser une PIC (Prime d'Intéressement Collectif) MAIS seulement s'il dispose d'un budget complémentaire à cet effet. Pour l'heure, maintien de la transformation de la PIC en prime de « désorganisation ». **Autre Foutage de G...**

- Concernant les postes vacants, le DG estime que la DGFIP recrute à hauteur du plafond d'emplois autorisé par le parlement. Il suggère donc la tenue d'un groupe de travail pour lever toute ambiguïté. **Encore un autre Foutage de G...**

Pour Solidaires Finances Publiques 77, la DGFIP n'est pas qu'un coût mais d'abord un service public constitué d'agents qui n'aspirent qu'à travailler dans de bonnes conditions.

**Pour ne pas casser la DGFIP,
Pour ne pas « casser » les agents,
restons mobilisés !**

et n'oubliez pas de signer la pétition intersyndicale disponible auprès de vos correspondants locaux avant de nous l'envoyer à solidairesfinancespubliques.ddfip77@dgfip.finances.gouv.fr

Boycott des CAPL du 12 novembre



INTERPELLATION DES REPRESENTANTS DES PERSONNELS

M. Le Directeur du Pôle « Pilotage et Ressources »

Les organisations syndicales Solidaires Finances Publiques, CGT Finances Publiques, FO DGFIP et CFDT Finances Publiques de Seine-et-Marne vous informent que les représentants des personnels ne siégeront pas aux CAP Locales convoquées le jeudi 12 novembre 2015.

La DGFIP vit des heures particulièrement sombres tant le contexte budgétaire est plus que contraint : 2130 suppressions d'emplois sont annoncées pour 2016 qui s'ajoutent aux plus de 30 000 autres depuis 2002. Le message est clair : non seulement il n'y a aucune volonté de se préoccuper des conditions de vie des agents, mais plus encore, la direction veut à tout prix détruire les règles de gestion.

En effet, s'ajoute à cela la dérive de la DGFIP de modifier les règles de gestions, et particulièrement celles liées aux affectations. Au groupe de travail du 21 septembre dernier, les délégations Solidaires Finances Publiques, FO DGFIP, CGT Finances Publiques et CFDT Finances Publiques ont décidé de quitter la séance face aux propositions remettant en cause les règles de gestion à la DGFIP.

Ces règles de mutation et de lères affectations des personnels de catégorie A, B et C ont pourtant été négociées, élaborées et décidées lors des nombreux groupes de travail qui ont fait suite à la fusion. Alors que l'encre qui a servi à rédiger ces dites règles n'est pas encore sèche, l'administration propose de les remanier en profondeur et de « toucher au socle » malgré les propos rassurants qu'elle a tenus.

C'est une véritable parodie de dialogue social à la DGFIP !

Toutes les catégories sont touchées :

- suppression du mouvement complémentaire de mutations A et B.
- remise en cause des RAN existantes. L'administration souhaite dans un premier temps fusionner certaines d'entre elles, limitant ainsi la finesse d'affectation offertes aux agents. Cette évolution nous mènera rapidement à une affectation au département !
- confirmation et élargissement du système des RAN dérogatoires avec un seuil abaissé à 30% de vacances d'emplois sur la RAN. Cette procédure est intolérable dès lors que la responsabilité de l'insuffisance du recrutement incombe à l'administration.
- obligation pour les contrôleurs en sortie d'école d'exercer leurs fonctions **pendant une durée minimale de 3 ans** dans le domaine d'activité pour lequel ils auront été formés. La volonté d'imposer un délai de séjour « métier » se heurte aux réalités du terrain : combien de collègues ALD en sortie d'école ne sont déjà pas positionnés sur des postes correspondant à leur dominante.
- remise en cause de la finesse de l'affectation mission/structure pour la catégorie B avec la diminution des possibilités de choix fonctionnels au niveau national, qui préfigure une affectation ALD à la RAN ou au département. Nous exigeons l'amélioration de la situation des milliers d'agents de la DGFIP en termes de recrutements, d'affectations, de conditions d'exercice des missions, de conditions de travail, de reconnaissance des qualifications.

Puisque nos secrétaires généraux n'ont toujours pas obtenu d'audience ministérielle, nous réitérons leur demande d'explications sur les orientations et la politique de la DGFIP en matière de gestion des personnels.

Les représentants des personnels de catégorie A, B et C de Solidaires Finances Publiques, de FO DGFIP, de la CGT Finances Publiques et de la CFDT Finances Publiques, condamnent avec force les reculs en matière de droit à mutation qui sont projetés pour l'ensemble des agents. Ils exigent de l'administration qu'elle tienne les engagements pris lors du cycle de discussion sur les règles de gestion fusionnées et les fasse vivre.

C'est pourquoi, les élus en CAPL de Solidaires Finances Publiques, de FO DGFIP, de la CGT Finances Publiques et de la CFDT Finances Publiques ont décidé, en signe de protestation, de boycotter toutes les CAPL prévues le 12 novembre.

M BREMENT
Solidaires finances Publiques

Mme PACHOT
CGT Finances Publiques

Mme FRICH
FO DGFIP

M MAZELLA
CFDT Finances Publiques

CAPL de Liste d'Aptitude (LA) : de pire en pire !!!

C'est donc à la 2ème convocation que les représentants des personnels ont siégé pour défendre leurs mandats. En liminaires, les élus de Solidaires Finances Publiques ont tenu à exprimer leurs solidarités envers les victimes et leurs proches face à ces massacres. Ils ont ajouté dans ce cadre la nécessité d'un état fort où la DGFIP a toute sa place.

Concernant la Commission Administrative Paritaire Locale de Liste d'aptitude, ils ont dénoncé :

- l'austérité et la déréglementation en cours à la DGFIP qui touchent l'ensemble des agents et le devenir des sites et services ;

- les 2 111 suppressions d'emplois qui se cumulent au 32 000 autres depuis 2002. A la DDFIP 77, ce sont 39 suppressions d'emplois envisagées en 2016, soit plus de 500 depuis 2002.

Les élus ont également précisé :

- leur attachement à la promotion interne dont la LA constitue un des éléments ;

- que la LA soit établie sur des critères objectifs et transparents sans que ni la fonction occupée, ni la mobilité géographique ne constituent un critère pénalisant ;

- qu'ils ne feront pas le choix des candidats à retenir, ni ne participeront à l'ordre de la liste ;

- qu'ils prendront le temps nécessaire à défendre chacun des dossiers de tous les agents les ayant mandaté.

Enfin, qu'ils voteront contre la liste, non pas contre les agents inscrits sur la liste mais contre la faiblesse du nombre d'inscrits et surtout contre les perspectives qui se profilent pour chacun de nous tous.

A noter que l'administration, malgré notre insistance, ne souhaite pas classer les agents dans une catégorie « très bon » maintenant ainsi une catégorie « excellent », les autres agents étant « à revoir ». Pour Solidaires, difficile pour les agents de se projeter dans ce cadre...

Les listes, arrêtées par la DDFIP 77, seront transmises pour présentation à la CAP Nationale prévue fin janvier/début février (non datée à ce jour). Ce n'est qu'à l'issue que les candidats seront définitivement retenus.

CAPL LA de B en A (16 novembre)

Quelques chiffres :

- 61 contrôleurs ont postulé pour l'accès au grade d'inspecteur ;

- les potentialités de l'administration se monteraient à 3. Pour les élus de Solidaires, une liste de 4 agents nous semble mieux adaptée au cas où 1 possibilité supplémentaire se présenterait lors de la CAP nationale ;

- le critère de la notation (note chiffrée, appréciation littérale, profil croix) est **LE** critère fondamental. Le passage d'un concours et/ou la diversité du parcours professionnel constituent des atouts.

- 20 agents ont confié leur dossier aux élus de Solidaires sur 29 défendus et ont bénéficié d'un accompagnement personnalisé de bout en bout.

Au final, 4 contrôleurs sont inscrits sur la liste « excellent » (publiée sur ULYSSE 77) : ils sont tous CP et ont entre 45 et 60 ans (l'âge idéal selon l'administration).

CAPL LA de C en B (17 novembre)

A savoir :

- 66 agents ont candidaté pour l'accès au grade de Contrôleurs ;

- les potentialités de la DDFIP 77 s'élèveraient à 11. Les élus de Solidaires ont demandé une liste de 13 au cas où des possibilités supplémentaires se présenteraient à l'issue de la CAPN ;

- Comme pour les A, le critère de notation (note chiffrée, appréciation et profil croix) est fondamental. Le concours et la diversité de parcours peuvent constituer des atouts ;

- 23 dossiers ont été défendus dont 13 par les élus de Solidaires à la demande des agents. Ces derniers ont bénéficié d'un suivi de bout en bout.

Au final, 13 agents sont inscrits sur la liste des « excellents » (publiée sur ULYSSE 77). Ils sont tous AAP 1 hormis 3 AAP2. Ils ont tous plus de 40 ans et très majoritairement au-delà des 45 ans.

Notation et liste d'aptitude sont étroitement liées : n'hésitez pas à nous demander conseil pour un éventuel appel de notation

CAPL 1, 2 et 3 d'affectations locales

Les 16 et 17 novembre étaient également convoqués les représentants des personnels **pour un mouvement d'affectation locale** qui prendra effet à compter du 1^{er} janvier 2016. Ce mouvement est la conséquence en matière de gestion des personnels, de l'Adaptation des Réseaux et Structures (ARS) décidées par la DDFIP (suppression des 3 trésoreries, transfert du PELP vers les SIE, transfert CDIF vers SIP à FONTAINEBLEAU et MELUN).

Les élus de Solidaires ont voté contre ce mouvement d'une part parce qu'ils avaient combattu ces réorganisations (notamment en boycottant le Comité Technique Local relatif à ce sujet), d'autre part, compte tenu de la position de détachement des agents ne rentrant pas dans le champ des affectations locales.

CALENDRIER

02/11 et 07/12 : permanence à Thiers
05/11 : Réunion de bureau à Senart
09/11 : permanence à MEAUX + réunion OS 77
10/11 : GT CDAS + prépa CAPL LA
12/11 : CAPL LA boycottée (cf page 2)
13/11 et 27/11 : permanence à ROISSY
16/11 : CAPL 1 LA (B en A) + CHSCT Cité MELUN
17/11 : CAPL 2 LA (C en B) + CAPL affectation
29/11 : participation organisation arbre de Noël
10/12 : Réunion de bureau à Senart
11/12 : Commission régionale
14/12 : permanence MEAUX + réunion OS 77
15/12 CHSCT (prépa le 14/12)
18/12 : permanence MELUN Cité

SPL NOISIEL : l'Art de l'ARS

Ce n'est pas officiel et les organisations syndicales locales n'en ont pas été informées par la DDFIP. Il semblerait cependant que le SPL de NOISIEL va connaître son « Adaptation Réseau et Structure » (ARS) qui n'est pas sans incidence pour les agents. Sans information précise, Solidaires Finances Publiques 77 croit savoir qu'une partie des Régies actuellement gérées par le SPL de NOISIEL serait transférée vers le SPL de CHELLES. 3 postes y seraient transférés. Pour se faire, l'administration a informé les agents lors d'une réunion organisée sur place, à la recherche également d'éventuels volontaires pour partir à CHELLES.

Quant aux organisations syndicales, elles attendent toujours l'information officielle ! L'art de l'ARS, n'est-il pas d'informer quand tout est bouclé ?

CDAS : importantes questions diverses...



Le 16 octobre s'est réuni le CDAS, le dernier de l'année. Un point sur les actions en cours et les actions à venir d'ici la fin de l'année permettent de vérifier l'utilisation du budget. Les questions diverses ont été les plus débattues avec le problème lié au « coupon sport », initiative de l'action sociale interministérielle (CIAS), et la restauration collective de MELUN (RIAM).

Sur le premier point, l'arrêt brutal de la distribution des coupons sports (décision du Préfet) a provoqué l'ire de quelques agents. Solidaires Finances déplore que les agents s'en soient pris, à tort, aux déléguées de l'action sociale, non responsables. Il est intolérable que les violences verbales que nous dénonçons régulièrement par ailleurs, existent entre nous.

Concernant le RIAM, Solidaires Finances souhaitait apporter tout son soutien au nouveau Conseil d'Administration qui a été particulièrement sollicité pour la rentrée de septembre. Grâce à eux, des agents de la DDFIP, le RIAM a pu fonctionner dans les meilleures conditions malgré les urgences liées au changement de prestataire.



NOISIEL et SENART avec des vigiles

Après les attentats, des mesures de sécurité ont été prises notamment avec le plan VIGIPIRATE. Les relations avec le DDFIP, dans ce cadre, ont été régulières, et ce, dès le 16 novembre (durant la CAPL suite à l'interpellation de Solidaires). Par ailleurs, Solidaires a demandé qu'en plus des vigiles pour MEAUX et MELUN, un vigile soit recruté sur SENART.

Au final, 2 vigiles supplémentaires pour SENART et NOISIEL ont été recrutés jusqu'à la fin de l'année.

Par ailleurs, un marché national est en cours au cas où l'état d'urgence nécessiterait la présence de vigiles sur nos sites.

Très réactive à notre demande de sécurité, Solidaires Finances Publiques souhaiterait que la DDFIP le soit tout autant pour bénéficier de moyens à la hauteur de nos missions et pour améliorer significativement les conditions de travail des agents.

VRAI/FAUX

Les jours de récupérations sont à indiquer dans les plans de congés.

FAUX : comme l'indique son intitulé, ce sont des heures récupérées et aucun agent ne peut savoir le mois précédent s'il sera en capacité ou non de disposer d'une ou demi-journée de récupération. Impossible donc à planifier et encore moins dans un plan de congés. Les jours de récupération sont à déposer au plus tard la veille auprès du responsable du service.

Je peux être débiteur et bénéficiaire de récup'.

VRAI : il est possible de bénéficier de récup' par anticipation mais en aucun cas dépasser la limite de 12 heures de débit.

En cas de problème, contactez-nous

CHSCT spécial Cité Administrative de MELUN: la sécurité, avant tout !

Le 16 novembre s'est tenu un CHSCT spécial Cité administrative de MELUN.

Au lendemain des attentats, la sécurité fut l'essentiel des sujets abordés. Reconnue comme une « passoire », la Cité va connaître d'importants changements : présence d'un vigile, badge pour tous les agents de la Cité et accessibilité par le Bat C uniquement, l'accès des « extérieurs » (des Finances ou autres) s'effectuera par l'accueil du public, renforcement par lecteur de badge au Bât. A et C, ...

Solidaires Fonction Publique est également intervenu sur le RIAM pour rappeler qu'il n'y a pas que les agents de la DDFIP qui en bénéficient et a demandé que toutes les administrations concernées s'impliquent pour le bon fonctionnement du RIAM. Avec notre insistance, le Secrétaire Général du Préfet a désigné un responsable de l'Education Nationale pour coordonner ce RIAM en lien avec toutes ces administrations.



